Au creux des villes, des utopies en actes. Le cas des lieux culturels intermédiaires

In the deep of towns, utopias in act. He case of intermediate cultural places

Julien Joanny

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/communicationorganisation/5053>

DOI : [10.4000/communicationorganisation.5053](https://doi.org/10.4000/communicationorganisation.5053)

ISSN : 1775-3546

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2015

Pagination : 39-48

ISSN : 1168-5549

Référence électronique

Julien Joanny, « Au creux des villes, des utopies en actes. Le cas des lieux culturels intermédiaires », *Communication et organisation* [En ligne], 48 | 2015, mis en ligne le 01 décembre 2018, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/communicationorganisation/5053> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/communicationorganisation.5053>

Au creux des villes, des utopies en actes. Le cas des lieux culturels intermédiaires

Julien Joanny¹

Investiguer l'utopie, ce lieu qui n'existe pas selon l'étymologie, implique pourtant d'aborder la question spatiale. Les utopies classiques sont à ce titre des récits fictionnels spatialisés, même si les espaces en question sont imaginaires : l'île de More, la cité de Campanella, pourrait même être évoquée l'abbaye de Rabelais. Ces espaces en dehors du monde permettent l'institution de nouvelles règles et normes et participent plus largement d'une critique sociale. L'imaginaire utopique est ainsi un *imaginaire de rupture*, tel que l'affirme Alain Pessin (Pessin 2001).

Ce lieu qui n'existe pas pourrait-il tout de même se réaliser ? À partir de modèles imaginés, pourrait-il s'envisager des *Topoi* utopiques ? Les utopies inspirées par le socialisme ont donné lieu à certaines réalisations concrètes. A l'imaginer d'expériences comme la colonie anarchiste *La Cécilia* (Felici 2001) installée au Brésil à la fin du 19^e siècle, ces tentatives se sont résumées à des échecs. Ce n'est pas dans l'exil de la rupture que peuvent se trouver des exemples d'inscriptions spatiales concrètes – et historiques – de l'utopie. On pourrait par exemple considérer le modèle coopératif, notamment pensé par Proudhon, comme une forme utopique, dans le sens où il propose au sein du lieu de travail un autre mode d'organisation sociale et économique (Ansart 1967, Desroche 1976).

Cette dernière idée vient enrichir la définition de l'utopie. Il s'agirait de considérer non pas seulement des modèles en dehors du monde – des lieux qui n'existent pas – mais des expériences – que nous allons croiser dans ces pages – qui témoignent d'autres possibles au sein même du monde. C'est

¹ Julien Joanny est docteur en Sociologie. Il a préparé et soutenu sa thèse – intitulée *Entre inscription et subversion, les lieux culturels intermédiaires. Des expériences au creux des villes* – au sein du laboratoire PACTE (Grenoble). Il a aussi régulièrement mené des études et recherches-actions dans les secteurs de la jeunesse ou de l'intervention sociale. Aujourd'hui, Julien Joanny est coordonnateur de La Critic (www.la-critic.org), structure ressource qui met les connaissances des sciences humaines et sociales au service des acteurs de la société civile et de l'action publique ; ju.joanny@gmail.com

cette dynamique qu'Alain Pessin nomme *imaginaire des brèches*, sur laquelle, selon lui, reposent les *utopies contemporaines* (Pessin 2001). À travers l'exemple des *lieux culturels intermédiaires*, l'objectif du présent article est justement d'interroger ces brèches et leur dimension utopique. Après avoir défini ces expériences, nous allons pouvoir constater qu'elles témoignent d'un processus d'institution de l'utopie pour noter ensuite que ce processus est solidaire d'une dynamique interstitielle.

Les lieux culturels intermédiaires

La brèche n'évoque pas forcément la rupture mais plutôt une forme de subversion porteuse d'un désordre qui s'immisce peu à peu, au quotidien, dans le réel, un « *chaos créateur* » qui « *n'est pas un désordre destructeur, volontariste et agressif, mais la simple retrouvaille avec un imaginaire de l'instituant.* » (Pessin 2001 : 181). Alors, quelles sont ces brèches ? Où sont ces zones où il est possible d'expérimenter des manières autres de se lier et de s'organiser ? Ces questions, nous avons pu les approfondir dans le cadre d'une thèse de sociologie, portant sur les *lieux culturels intermédiaires*.

Qu'est-ce qu'un lieu culturel intermédiaire ? C'était l'une des premières questions de notre recherche, pour laquelle nous sommes allés observer en France quinze lieux urbains, à vocation publique, témoignant dans leur communication de préoccupation politique quant à leur fonctionnement et leurs activités². Nommées par ailleurs lieux alternatifs ou friches culturelles, ces expériences se démarquent à chaque fois par leur singularité, qui peut s'expliquer en partie par un fort ancrage local et par le fait qu'il s'agit d'initiatives privées (artistes, habitant.e.s, militant.e.s, associations...) reposant sur des envies et projets spécifiques. Le premier constat quand on questionne cette expression est ainsi celui de la diversité, concernant tant la taille des bâtiments investis (de 400 à 4000 m²), leur statut (squat, convention avec une collectivité publique, lieu privé) ou la situation des personnes investies (bénévolat ou salariat, habitat sur place ou non). Ce que l'investigation³ a toutefois mis en lumière, c'est qu'au-delà de leurs spécificités, les lieux culturels intermédiaires sont portés par une dynamique commune.

Pour comprendre cette dynamique, il importe tout d'abord de considérer les origines de ces lieux. Nous avons évoqué l'idée que les initiateurs de ces lieux portaient des envies spécifiques. Or, pour expliquer d'où ces dernières émergeaient, toutes les personnes interviewées ont raconté la même histoire,

2 Quinze lieux situés à Bourges (la Friche l'Antre-Peaux), à Dijon (l'Espace autogéré des Tanneries), dans l'agglomération grenobloise (le 102, le squat des 400 couverts, l'Adaep, la Bifurk, la Masure Ka) et en région parisienne (Atoll 13, le Barbizon, Confluences, Gare au théâtre, Mains d'œuvres, Naxos Bobine, la Petite Rockette, le Théâtre de verre).

3 Cette investigation s'est appuyée sur une démarche qualitative : chaque lieu a fait l'objet d'observations directes et/ou participantes, 34 entretiens semi-directifs ont été menés et un travail d'analyse documentaire a été réalisé, par rapport à des productions écrites issues des lieux (tracts, communiqués, programmes...) ou des ressources secondaires (articles de presse...).

celle d'une expérience négative quant à la réalité urbaine. L'élément mis en avant concerne la question du manque d'espace disponible dans la ville. Ce « sentiment » de manque sera nourri par des problèmes de logement, par la difficulté de développer certaines pratiques artistiques et culturelles ou même par une impression de privatisation de l'espace public. Ce sentiment – cette insatisfaction primordiale pourrait-on dire – est pour Ernst Bloch un élément fondateur de la dynamique utopique concrète. Sébastien Broca nous explique à ce titre que « Ernst Bloch rattache ainsi en premier lieu l'utopie à des facteurs subjectifs. L'insatisfaction face à l'existant et le sentiment douloureusement éprouvé que “quelque chose manque” (*etwas fehlt*) forment le terreau d'où émerge la conscience utopique. » (Broca 2012). Nous pouvons envisager que de ce sentiment naisse une volonté d'agir sur cette réalité, ce qui pour ces individus induit l'ouverture et le développement de lieux.

Toutefois, ce sentiment ne suffit pas pour faire advenir le « désir » de lieu. En effet, l'investissement dans un lieu culturel intermédiaire apparaît, dès les premiers jours de l'aventure, comme une activité à plein-temps qui définit le mode de vie de celles et ceux qui s'y inscrivent. Il s'agit là d'un engagement total qui se nourrit d'un imaginaire partagé par les participant.e.s. Cet imaginaire est irrigué par différentes sources, divers *ruissellements*. Il faut voir ici la métaphore du *ruissellement*, empruntée à Gilbert Durand (Durand, 2000), comme l'illustration du fait que les lieux ne sont pas sortis de terre à partir de rien. Ils ont été symboliquement bricolés à partir d'emprunts à des expériences et mouvements sociaux et culturels passés. Nous pourrions à ce titre évoquer les figures de « grands ancêtres » tel le Cabaret Voltaire du mouvement Dada ou suivre les pas de Greil Marcus et mettre en lumière une « *histoire secrète* » qui remonterait éventuellement à ces cabarets parisiens qui ont précédé la Commune⁴, en passant par les premières actions de squats politiques portées par le mouvement des anti-propriétaires au début du 20^e siècle (Pagès 2004). Plus directement, ce qui apparaît dans les propos des acteurs interrogés, c'est une généalogie symbolique liant les lieux à deux traditions politiques. D'une part, va être fait référence à l'esprit utopique de l'éducation populaire, notamment la vision des MJC (Maisons des Jeunes et de la Culture) d'une transmission des outils culturels aux plus jeunes dans une perspective d'émancipation. D'autre part, ce sont les courants libertaires issus des contre-cultures qui sont mobilisés : des situationnistes aux punks, en passant par les mouvements squatteurs allemand, hollandais ou suisse des années 70-80. En plus de participer à l'émergence du désir de lieu chez les personnes interrogées, cet imaginaire nourrit leurs manières de faire.

4 Pour Marcus, les cabarets ont pu jouer le rôle de catalyseurs de la révolte qui plus tard se déversera dans les rues de la Commune de Paris (Marcus 2002 : 168-170)

Instituer l'utopie

Considérer des utopies qui s'inscrivent concrètement dans la réalité implique d'interroger la réalité de leur caractère utopique. Cela induit de porter le regard sur le quotidien des lieux observés. Deux dimensions structurent cette vie quotidienne : le fonctionnement collectif et les activités (artistiques, culturelles, politiques...)

Nous évoquions précédemment la diversité des lieux culturels intermédiaires, elle se donne par exemple à voir dans les modes d'organisation interne. Il n'y a pas de modèle unique de fonctionnement. Par exemple, dans les quinze lieux étudiés, sept accueillent des habitant.e.s en permanence, ce qui n'est pas le cas des autres. Par ailleurs, six lieux impliquent des équipes salariées, les autres étant gérés par des bénévoles. Les différences statutaires entre les participant.e.s peuvent influencer sur le fonctionnement – et sont parfois sources de conflit. Concernant les modes de décision notamment, les formes développées oscilleront entre des modèles de démocratie directe (assemblée générale permanente, autogestion) et des formes de gouvernance participative.

Dans tous les cas, et au-delà des singularités, l'agencement collectif nécessite le développement d'*arts de faire* (de Certeau 1990) ensemble garantissant cohésion (du groupe) et cohérence (du projet). Tout débute dès les premiers temps de la vie du lieu, quand le bâtiment est investi par le groupe et que ce dernier apprend à faire avec les murs. L'installation répond à des exigences pratiques puisqu'il s'agit de transformer un bâtiment vacant en espace habitable et ouvert au public. Cette période de travaux et d'aménagement apparaît aussi comme un moment à forte tonalité symbolique duquel émergera l'« esprit du lieu ». Ce moment est en effet celui où le groupe d'individus se met à l'épreuve et se constitue en tant que collectif, où les règles de fonctionnement s'expérimentent, où ce qui était jusque-là projeté, désiré, se matérialise. À partir de là, se mettent en place des dispositifs structurants et des ritualités permettant de maintenir et de renforcer les liens entre les membres. Par exemple, un certain nombre d'outils sont mobilisés pour fluidifier la communication interne (cahier des messages) ou la gestion pratique du lieu (planning des tâches).

Le dispositif principal développé dans l'ensemble de ces lieux n'est pas un outil, mais un espace-temps : la réunion. Moment essentiel, la réunion condense en un temps donné les différents niveaux de réalité du lieu. Ce n'est pas seulement un espace de discussion, mais aussi du *faire*. Il s'agit du moment où les activités s'organisent – *qui fait quoi ?* – et où l'on agit aussi concrètement, que ce soit pour plier des programmes, pour rédiger un texte ou pour préparer un repas. Toutefois, la réunion ne peut être circonscrite à ses aspects techniques. « Les réunions sont pour nous autant de tentatives de cultiver du commun et de produire de l'intelligence collective. », nous dit David Vercauteren (Vercauteren 2007). La réunion c'est aussi le moment où le collectif se relie, se ressoude et se réaffirme pour lui-même, de manière

affective et politique. D'ailleurs, ce n'est pas pour rien que les périodes où les réunions sont les plus fréquentes dans les squats, c'est quand ils sont menacés d'expulsion. La réunion apparaît avant tout comme un moment symbolique, un *rite* à partir duquel se rythme la vie collective et qui garantit son *efficacité* (Mauss 2002). Pour être exhaustif, nous pourrions aussi évoquer d'autres moments ritualisés, comme la préparation collective d'un repas dans un lieu habité ou la mise en place de la salle qui accueillera le public les heures précédant un événement...

Il ne faudrait toutefois pas conclure que ces dispositifs et rites figent l'organisation des lieux. Certes, ces modalités d'agencement collectif nous conduisent à considérer les expériences observées comme des institutions, mais elles s'inscrivent dans une dynamique qui les maintient en mouvement. S'il y a des réunions où des décisions se prennent, ces dernières pourront toujours être discutées dans les couloirs, si les rites collectifs sont importants, les individus peuvent prendre des initiatives. Il demeure une souplesse permettant aux lieux de rester disponibles à leur propre changement. « Produit de la lutte permanente entre l'instituant et l'institué, l'institution est en perpétuel changement » nous dit Remi Hess (Hess 2001). Nous pourrions à ce titre imaginer un parallèle entre ces lieux et l'analyse opérée par René Lourau de l'abbaye de Thélème, à partir du texte de Rabelais. Il considère cette dernière comme « une contre-institution éducative, autrement dit, une institution véritablement éducative. » (Lourau 1970 : 29). Dans cette perspective éducative – émancipatrice pourrait-on dire – le lieu reste ouvert à l'extérieur. En effet, il y a un élément qui est commun entre l'abbaye de Rabelais et les lieux observés, c'est la possibilité d'en sortir – et d'y entrer. Il s'agirait dans ce cas d'*institutions ouvertes* maintenant une porosité avec l'environnement.

En ce qui concerne les lieux culturels intermédiaires, cette ouverture participe de leur définition. Il s'agit en effet de développer des activités à caractère public, que ce soient aux niveaux artistique et culturel (ateliers, expositions, concerts...), politique (réunions publiques, mobilisations...) ou tout simplement en apparaissant comme un lieu-ressource pour les acteurs associatifs et culturels (accompagnement de projets, mise à disposition de locaux...) et les habitants (repas de quartier, espaces de convivialité : bar, cantine ...). Le développement de ces activités implique une existence publique. Si des moyens de communication traditionnels sont utilisés (dépliants, communiqués de presse, site internet), ces lieux témoignent de leur capacité à surgir au-delà des murs, et de marquer le territoire de leur empreinte, parfois de manière subversive. Par exemple, les acteurs tiennent au courant la ville de leurs activités et affirmations par le biais d'affiches qui sont placardées, de façon « sauvage » bien souvent, sur les murs et éventuellement d'autres surfaces disponibles (poubelles...). Les informations ainsi publicisées concernent majoritairement la programmation culturelle des lieux mais

parfois l'affiche prend un caractère politique, et devient ainsi journal mural. Par ailleurs, il peut arriver que certaines situations, notamment lorsque les lieux sont menacés (risques d'expulsion), produisent des moments de démonstration, à caractère bien souvent festif, mais prenant parfois la forme d'actions directes (occupation de l'espace public, actions « coup de poing »). Cette caractéristique des lieux culturels intermédiaires à apparaître à la fois comme des espaces-ressources et des porteurs de désordre témoigne de la dynamique qui anime ces expériences.

La dynamique interstitielle

Cette dynamique, qui s'observe notamment dans le rapport au territoire, pourrait se résumer dans ce geste inaugural d'occuper un espace disponible (maison vide, friche industrielle...) et de l'en détourner de ses usages précédents. Aucun des lieux observés ne s'est développé dans un bâtiment neuf. Il y a là un constat – et pourquoi pas un élément de définition – que l'on peut trouver chez d'autres auteurs, comme Fabrice Raffin (Raffin 2007). Cette manière de faire, qui passera parfois par des voies légales⁵ mais qui s'accompagnera plus souvent du choix de l'illégalité (squats), témoigne d'un double mouvement. D'un côté, il s'agit de s'inscrire dans l'existant d'un bâtiment – et de son territoire – mais de l'autre, en proposant de nouvelles pratiques artistiques, culturelles et festives, en accueillant les populations associées à ces pratiques et en portant des messages politiques, se donne à voir une démarche subversive.

Cette tension entre inscription et subversion est au fondement de la *dynamique interstitielle* des lieux culturels intermédiaires. Nous nous souvenons que pour Henri Lefebvre, l'interstice apparaît comme la marge de liberté qui reste disponible à l'individu face à l'État et à son administration (Lefebvre 1981). Qu'en est-il dans le cas des lieux observés ? C'est leur rapport au territoire qui est en question. En (re)donnant vie à des espaces délaissés, ils apparaissent comme des espaces du possible, des lieux ressources pour des personnes éprouvant ce sentiment de manque évoqué précédemment. Pour comprendre cette dynamique, il s'agit ainsi de considérer l'environnement de ces lieux, à savoir la ville. La ville a régulièrement été le théâtre de conflits, elle en a parfois été l'enjeu. De manière schématique, on pourrait considérer deux visions potentiellement contradictoires : celle d'une ville à gérer portée par le « système d'idées, plus ou moins cohérent, de ceux qui font la ville » comme l'affirme Marcel Roncayolo (Roncayolo 1997 : 160), et celle d'une ville à vivre – et concrètement vécue – du côté de celles et ceux qui l'habitent. Si, dans les faits, les stratégies des pouvoirs politique et économique peuvent varier selon les cas, les villes contemporaines s'inscrivent dans une même logique d'homogénéisation des modes de vie (surveillance, gentrification)

⁵ Par exemple suite à une négociation ou à un conflit avec une municipalité.

et de développement économique (secteurs de pointe, tourisme...). Ce modèle, fortement critiqué par certains auteurs comme Jean-Pierre Garnier (Garnier 2012) ou David Harvey (Harvey 2011), peut osciller entre la forme plus « souple » de la ville créative (Vivant 2009) et celui de la technopole (Araskiewnez et Rasse 2004). Dans ce contexte, s'il existe peu d'espaces encore disponibles pour les habitants et les acteurs associatifs et culturels locaux – les friches ayant été désormais « défrichées »⁶, les lieux culturels intermédiaires apparaissent comme des interstices qui, en suivant Pascal Nicolas-Le Strat, « représentent ce qui résiste encore dans les métropoles, ce qui résiste aux emprises réglementaires et à l'homogénéisation. Ils constituent en quelques sortes la réserve de "disponibilité" de la ville. » (Nicolas-Le Strat 2007 : 11).

Ces lieux renvoient à la ville une image en miroir déformant, l'image de ce qu'elle n'est pas. En cela, ils s'inscrivent en dehors de la ville, ils témoignent d'une altérité radicale qui convoque l'idée de rupture telle qu'elle apparaît dans les utopies classiques. Toutefois, ces lieux sont aussi reliés à la ville, ils s'inscrivent en son sein – ou plutôt dans ses creux – et, comme nous l'avons vu, tissent des liens avec ses habitants. Ils apparaissent ainsi comme des espaces concrets de l'expérience utopique. *L'ailleurs* qu'ils représentent se trouve plus que jamais *ici*. En s'inspirant de Castoriadis, on peut affirmer que ces lieux témoignent d'un instituant subversif qui entre en dialogue/conflit avec l'ordre institué⁷. C'est dans cette perspective que ces expériences subversives, que sont les lieux étudiés, peuvent être interprétées à travers la pensée de l'utopie développée par Alain Pessin. Son approche se conjugue autour de l'existence d'« *utopèmes* », unités de compréhension de l'imaginaire utopique. Sans entrer dans le détail, ce qu'il faut retenir réside dans la distinction des « *utopies d'aventure* » d'aujourd'hui, qu'il a pu observer dans le quartier de la Croix-Rousse à Lyon et pouvant correspondre aux lieux observés, des utopies classiques des More et consorts. Effectivement, là où l'utopème principal de l'utopie classique résidait dans le rejet de la vieille société d'avec laquelle il s'agissait de faire rupture, les utopies d'aujourd'hui s'appuient sur des *micro-ruptures quotidiennes* – parfois à l'origine de conflits, notamment urbains – qui se jouent à l'intérieur de la société. « La stratégie utopique consiste désormais à se glisser dans le monde, à prendre possession des lieux ou des formes de l'expérience qui se trouvent soit être laissés vacants, soit constituer, pour des raisons historiques diverses, des poches tenaces de résistance à l'ordre hiérarchique et au principe de domination. » (Pessin 2001 : 190). Cette dernière affirmation rejoint le propos sur l'interstice, les lieux apparaissant encore une fois comme des espaces de résistance à un certain ordre urbain.

6 À titre anecdotique, pour communiquer sur l'opération de requalification de la friche Bouchayer-Viallet, où étaient installés plusieurs squats, la Ville de Grenoble avait choisi comme slogan : « Défrichons l'avenir ».

7 Clairement, pour Castoriadis « *le social institué* [...] *présuppose toujours le social instituant*. » (Castoriadis 1999 : 167).

Ainsi, ces lieux peuvent être considérés comme des « contre-points » de la ville, et plus largement de la société. Leur existence même tend à démontrer que cette société n'embrasse pas l'étendue de tous les possibles, qu'il y a de la place pour d'autres tentatives. Il s'agit d'expériences s'inscrivant dans une dynamique d'altérité face à ce qui est. Cette dynamique, même si elle ne se circonscrit pas au lieu, prend sa source ou plutôt son énergie en son sein, se nourrit de lui. À partir de là, ce qu'il s'agit de mettre en avant, c'est cette situation du lieu qui apparaît comme un lieu *autre* ou, en suivant Constantin Petcou et Doina Petrescu, une *alterotopie* (Petcou et Petrescu 2008).

Utopie et transformation sociale

Petcou et Petrescu ont employé ce terme par rapport au jardin collectif Ecobox⁸, situé dans le quartier de La Chapelle à Paris. On peut imaginer quelque lien de parenté entre ce type d'expériences et les lieux culturels intermédiaires. Mettant en lumière la dynamique interstitielle, ces différentes expériences témoignent d'une autre manière de penser et de faire la ville, et plus largement la société. Les jardins collectifs comme les lieux – ainsi que d'autres espaces comme les ZAD ou les hackerspaces (Collectif Mauvaise Troupe 2014) – apparaissent clairement comme des *utopies concrètes* dans le sens où elles offrent, en citant Sébastien Broca, « une tentative pour actualiser certaines tendances particulières dont le monde est porteur » témoignant par là que « l'utopie n'est plus que cet autre radical par rapport au présent : il en est la *continuation* et la *contestation*. » (Broca 2014 : 150).

Si ces expériences utopiques témoignent d'une critique envers la société, celle-ci prend le chemin de la construction concrète de propositions alternatives, à partir desquelles pourrait éventuellement s'envisager un futur en commun ; ce commun qui a peut-être toujours été l'enjeu de l'utopie.

BIBLIOGRAPHIE

ANSART Pierre (1967), *Sociologie de Proudhon*, Paris, PUF.

ARASKIEWNEZ Jacques et RASSE Paul (2004), « Les technopoles entre utopie et non-lieu de la mondialisation : le cas de Sophia-Antipolis », *Communication et organisation*, n° 25 [en ligne]. <http://communicationorganisation.revues.org/2950>

BROCA. Sébastien (2014), « Ernst Bloch, du temps messianique à l'utopie concrète ». *Encyclo. Revue de l'école doctorale ED 382*, p. 143-151.

BROCA Sébastien (2012), « Comment réhabiliter l'utopie ? Une lecture critique d'Ernst Bloch », *Philosorbonne*, n° 6 [en ligne], <http://philonsorbonne.revues.org/374>

CASTORIADIS Cornélius (1975), *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, rééd 1999 (Points).

⁸ <http://jardinsons-ensemble.org/spip.php?article211>

CERTEAU (de) Michel (1990), *L'invention du quotidien. 1/arts de faire*, Paris, Gallimard (Folio).

Collectif Mauvaise Troupe (2014), *Constellations. Trajectoires révolutionnaires du jeune 21^e siècle*, Paris, L'éclat.

DESROCHE Henri (1976), *Le projet coopératif. Son utopie et sa pratique, ses appareils et ses réseaux, ses espérances et ses déconvenues*, Paris, Éd. Économie et Humanisme.

DURAND Gilbert (2000), *Introduction à la mythodologie*, Paris, LGF (Le livre de poche).

FELICI Isabelle (2001), *La Cécilia. Histoire d'une communauté anarchiste et de son fondateur Giovanni Rossi*, Lyon, ACL.

GARNIER Jean-Pierre (2012), *Un espace indéfendable. L'aménagement urbain à l'heure sécuritaire*, Grenoble, Le monde à l'envers.

HARVEY David (2011), *Le capitalisme contre le droit à la ville*, Paris, Ed. Amsterdam.

HESS Remi (2001), *Centre et périphérie*, Paris, Anthropos/Economica.

LEFEBVRE Henri (1981), *Critique de la vie quotidienne III. De la modernité au modernisme*, Paris, L'arche éditeur.

LOURAU René (1970), *L'analyse institutionnelle*, Paris, Minuit.

MARCUS Greil (1998), *Lipstick Traces, une histoire secrète du 20^e siècle*, Paris, Gallimard, rééd., 2002 (Folio)

MAUSS Marcel (1950), *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF, rééd. 2002 (Quadrige).

NICOLAS-LE STRAT Pascal (2007), *Expérimentations politiques*, Montpellier, Fulenn.

PAGES Yves (2004), « Georges Cochon et les antipropriétaires » dans WARESQUEIL (de) Emmanuel, *Le siècle rebelle, dictionnaire de la contestation au XX^e siècle*, Paris, Larousse, p. 860-861.

PESSIN Alain (2001), *L'imaginaire utopique aujourd'hui*, Paris, PUF.

PETCOU Constantin et PETRESCU Doina (2008), « agir l'espace », *Multitudes*, n° 31.

RAFFIN Fabrice (2007), *Friches industrielles. Un monde culturel européen en mutation*, Paris, L'harmattan.

RONCAYOLO Marcel (1997), *La ville est ses territoires*, Paris, Gallimard (Folio).

VERCAUTEREN David (2007), *Micropolitiques des groupes*, Forcalquier, HB éditions.

VIVANT Elsa (2009), *Qu'est-ce que la ville créative ?* Paris, PUF.

Résumé: Les lieux culturels intermédiaires apparaissent comme des utopies concrètes qui se développent dans les interstices des villes contemporaines. Nourries par une expérience négative de la réalité urbaine et par un fort imaginaire politique, ces expériences sont des lieux *autres*. On peut les considérer comme des institutions de l'instituant qui témoignent de leur caractère utopique dans la manière dont se déploie la vie collective en leur sein, ainsi que dans la relation tissée avec le territoire. Cette relation se joue à la fois dans un processus d'inscription et dans une démarche de subversion, ouvrant ainsi la question de la transformation sociale.

Mots-clés : lieux culturels intermédiaires, interstices, ville, subversion.

Abstract : *Intermediate cultural spaces appear as concrete utopias that develop in the interstices of contemporary cities. Fed by a negative experience of urban reality and a strong political imagination, these experiences are other spaces. These can be considered as institutions of instituting that reflect their utopian character in the collective life within them and in the relationship with the territory. This relationship is played both in an inscription process and in a subversive approach and opens the question of social transformation.*

Keywords : *intermediate cultural spaces, interstices, city, subversion.*